

Putting into perspective of the cleavage State-Church in Mexico

Une mise en perspective du clivage Église-État au Mexique

O punere în perspectivă a clivajului Biserică – Stat în Mexic

Rubén TORRES-MARTÍNEZ

Institut d'Études Politiques d'Aix en Provence, CHERPA

Université d'Aix-Marseille 1, CAER EA 854

E-mail : ruben.torresmartinez@univ-provence.fr

Abstract

Since the independence of Mexico (1821), two political groups have been competing for getting the control of the country. Throughout the twentieth century, the hegemonic party by using the entire state apparatus managed the system to make impossible to observe the cleavages in the country. We have studied and exploited the concept of cleavage as a tool. This concept allows us to observe where the lines are which divide the society. It has been studied the case of two political parties: the National Action Party (PAN) and the Party of Democratic Revolution (PRD). The constitutional amendments that occurred during Salinas's administration have faced again the State and the Catholic Church. Indeed, this conflict has become the center of national debate. We can see that the conflict has been institutionalized and has continued until today. Also the conflict reveals a history cleavage back to the time of independence.

Résumé

Depuis l'indépendance du Mexique (1821), deux groupes politiques se disputent le contrôle du pays. Pendant tout le XX^e siècle le système de Parti hégémonique rendit impossible l'observation de clivages dans le pays. Nous exploitons le concept de clivage en tant qu'outil qui permet d'observer où se trouvent aujourd'hui les lignes qui divisent les sociétés. Nous étudions le cas des deux Partis politiques au Mexique : le Parti Action Nationale (PAN) et le Parti de la Révolution Démocratique (PRD). Les amendements constitutionnels survenus pendant le gouvernement Salinas ont placé à nouveau le conflit entre État et l'Église Catholique au centre du débat national. On observe que le conflit s'est institutionnalisé et s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui, laissant apparaître un important clivage historique déjà perçu à l'époque de l'indépendance.

Rezumat

După ce Mexicul și-a câștigat independența (1821), două grupări politice și-au disputat controlul asupra țării. Pe durata secolului XX, sistemul de partid hegemonic a făcut imposibilă observarea clivajelor care se petreceau în țară. Vom utiliza conceptul de clivaj ca instrument care permite observarea situației actuale a liniilor care divizează societățile. Vom studia cazul a două partide politice din Mexic : Partidul Acțiunii Naționale (PAN) și Partidul Revoluției Democratice (PRD). Amendamentele constituționale ce au survenit în timpul guvernării Salinas, au plasat din nou conflictul dintre Stat și Biserica Catolică în centrul dezbaterii naționale. Se observă instituționalizarea conflictului care continuă până în ziua de azi, lăsând să se întrevadă un important clivaj istoric perceptibil încă din epoca independenței.

Key words: Mexico, cleavages, State-Catholic Church, political parties, history.

Mots clés: Mexique, clivages, Église-État, Partis politiques, histoire.

Cuvinte cheie: Mexic, clivaje, Biserică - Stat, partide politice, istorie.

Introduction

Nul ne peut nier l'importance d'une institution telle que l'Église catholique dans l'histoire du Mexique contemporain. Le rôle qu'elle a traditionnellement joué dans ce pays a toujours été ignoré ou négligé par l'État mexicain. Les responsables politiques ont rarement admis publiquement l'importance de la religion dans l'histoire du pays. L'explication historique de ce phénomène nous renvoie à l'époque de l'indépendance. Les prises de posture de l'Église catholique en tant qu'institution religieuse par rapport aux principaux mouvements et événements politiques et sociaux de l'histoire du Mexique continuent à diviser et à polariser l'ensemble de sa société. Aujourd'hui, il est possible d'observer l'influence de l'Église catholique sur des sujets qui étaient considérés auparavant comme tabous. Sujets en rapport direct avec l'éducation et les mœurs de l'ensemble de cette société. On parle ici de sujets dits « sensibles » tels que l'avortement et le mariage entre personnes du même sexe dit *mariage gay*.

« L'Église catholique mérite une analyse approfondie pour plusieurs raisons : le clergé offre une vision alternative à celle des politiciens concernant l'avenir du pays, les prêtres ont le potentiel de faire basculer la perception politique des citoyens vis-à-vis des politiques publiques, les groupes de religieux catholiques sont les mieux organisés et les plus nombreux du pays, et la masse des catholiques est vue par les analystes et par les politiciens eux-mêmes, comme celle qui peut faire gagner ou perdre une élection soit à un candidat, soit à un parti politique » [1].

Telle est l'importance actuelle de l'Église catholique. Depuis la Conquête et ce, jusqu'à nos jours, elle a été l'un des acteurs principaux de l'histoire du pays. Que ce soit au moment de l'Indépendance, des deux empires (respectivement conduits par Agustín de Iturbide et Maximilien de Habsbourg), de la République fédérée, de La Réforme, de la dictature porfirienne, de la révolution, du système de Parti hégémonique [2] ou bien de la période dite de démocratisation (1980-2000), l'Église catholique a toujours été présente et a joué un rôle primordial dans le déroulement des événements. C'est pourquoi l'on ne peut comprendre la réalité du Mexique qu'en revisitant l'histoire des relations entre l'État mexicain et l'Église catholique.

Des clivages politiques au Mexique ?

On entendra ici par « clivages » les lignes et les divisions qui, au sein des sociétés contemporaines, se sont enracinées et approfondies, tout au long de l'histoire, et qui alignent aujourd'hui les individus de ces mêmes sociétés. Martin Lipset et Stein Rokkan ont établi *quatre lignes de clivages critiques* (classe, religion, ethnie et culture).

« Deux de ces clivages sont le résultat direct de ce que nous pourrions appeler la révolution nationale : le conflit entre la culture centrale de construction nationale et la résistance croissante des populations dominées des provinces et des périphéries qui se distinguent ethniquement, sur les plans linguistiques ou religieux (1) : le conflit entre l'Etat – nation centralisateur, normalisateur et mobilisateur, et les privilèges corporatistes de l'Eglise établie historiquement (2)... Deux de ces clivages sont le résultat de la révolution industrielle : le conflit entre les intérêts agraires et la classe montante des entrepreneurs industriels (3) ; le conflit entre possédants et employeurs, d'un côté, et locataires, ouvriers agricoles et travailleurs, de l'autre (4) » [3].

Pour qu'une division structurelle devienne clivage, il faut que cette division soit profonde et visible pour les individus (qu'elle soit donc *ressentie* par les acteurs). Car cette division finit par configurer des alignements entre deux groupes ou champs opposés qui s'institutionnalisent avec le temps. Daniel-Louis Seiler rappelle que le clivage se compose de a) une division observable (classe, religion, ethnie, langue, culture, intérêt, etc.) ; b) la prise de conscience de cette division identitaire et la motivation à l'action (sociale, politique, culturelle, économique, etc.) et c) l'organisation des individus autour de cette division, qui devient clivage [4]. Le clivage constitue donc en premier lieu une division observable et ensuite la prise de conscience des acteurs du fait qu'ils se trouvent dans le conflit.

Pour exploiter cet outil il convient de nous intéresser au moment fondateur du clivage dans la société ainsi qu'aux conflits d'intérêt culturel, économique, social et politique, issus d'au moins deux champs opposés. Cette démarche requiert de remonter dans le temps et de connaître l'histoire des sociétés, des pays, des États-nations, de même que le processus d'édification de ces derniers.

L'histoire nous donne à voir par elle-même les intérêts et groupes d'intérêts bâtis par la société actuelle, qui constitue notre objet d'étude. Nous observerons que, bien que les individus changent, les intérêts et les conflits persistent sur le long terme ; or, ce sont eux qui façonneront la société actuelle. Ainsi l'approche des clivages permet d'exposer une réalité éloignée des mythifications et des discours apologétiques et rhétoriques sur lesquels s'appuient aujourd'hui les acteurs politiques et sociaux. L'approche des clivages permet aussi d'observer que, dans le cas mexicain, et contrairement aux pays européens, le clivage qui donne lieu au nationalisme mexicain, commence par un conflit centre-périphérie [5]. A partir de là, un conflit comme celui de la religion [6] demeure pratiquement invisible ; il se révélera plus tard et dans d'autres circonstances, et persistera jusqu'à aujourd'hui.

Nous nous intéressons tout d'abord à l'origine des divisions et des conflits dans le Mexique indépendant. Quels sont les conflits que l'on pourrait appeler originaires ? Nous nous proposons ici d'examiner la permanence du conflit entre l'Église et l'État – d'une importance capitale – ainsi que les raisons pour lesquelles il s'est maintenu au cours du temps à travers l'étude de la façon dont ce clivage caché a resurgi à partir des sujets dits « sensibles ». Nous ne prétendons pas appliquer la totalité de la théorie rokkanienne au cas mexicain. Nous exploiterons plutôt le concept de clivage en tant qu'outil. Ce dernier nous permettra d'observer où se trouvent aujourd'hui ces lignes qui divisent la société mexicaine. Nous étudierons le cas des deux Partis politiques incarnant la droite et la gauche dans le système de Partis politiques mexicain, à savoir le Parti Action Nationale (PAN) et le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) [7].

Les ruptures.

Examinons tout d'abord les conflits qui ont donné naissance au clivage. Selon Alan Ware [8] la vraie division sociétale commence à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, alors que les droits civiques étaient déjà une réalité pour l'ensemble des citoyens. A ce moment-là, les conflits antérieurs à l'extension du droit de vote resurgissent et nous ramènent parfois au moment clef de la naissance du pays ou de l'État-nation au sens moderne. On peut ainsi observer que les systèmes politiques démocratiques modernes, dotés de Partis politiques et de droits citoyens, sont fondés sur des conflits anciens non résolus.

Dans le cas mexicain, avec l'arrivée du processus de démocratisation du pays, le conflit entre l'État et l'Église devient d'actualité. Historiquement, on peut observer nettement l'importance et le rôle que joue dans la société mexicaine l'Église catholique depuis le moment-même de l'Indépendance. Luis Javier Garrido parle d'une triple fracture depuis l'Indépendance [9]. En premier lieu, il souligne une division très marquante entre les possédants et le reste de la population. Cette division sera suivie d'une confrontation, puis d'une rupture entre l'État et l'Église catholique et finalement entre le centre et les provinces. Cette triple fracture donnera lieu aux deux grandes tendances politiques, transformés en Partis politiques, qui diviseront le pays pendant tout le XIX^e siècle et une partie du XX^e.

Le clivage État – Église

Le conflit État-Église catholique a toujours existé au Mexique en tant que nation indépendante. Cela explique en partie le phénomène d'un État laïc au sein d'une nation dont la population est restée fortement attachée à la foi catholique. Concernant le clivage État-Église.

« Est-il facile d'accepter l'idée que le conflit religieux a revêtu une importance significative dans l'histoire du Mexique ? Si l'on observe les confrontations survenues au cours du XIX^e siècle, et parfois au cours du XX^e, peut-on dire que les questions relatives à la position de l'Église catholique dans le système politique et à la configuration de la relation entre l'État et les citoyens se sont-elles réglées ? » [10]

On trouve ainsi des confrontations entre Républicains et Monarchistes, puis entre libéraux et conservateurs tout au long du XIX^e siècle, avec le triomphe des libéraux devenus ensuite positivistes. Après la révolution de 1910-1917, le clivage religieux, non résolu, donna lieu à une guerre interne dite *cristera* entre 1926 et 1929. En 1992, une réforme constitutionnelle opérée par le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994) a doté les Églises de personnalité juridique.

L'Église catholique a tiré profit de ses nouveaux droits pour se mêler des affaires de l'État, promouvant ouvertement ses valeurs dans la société et même dans la classe politique. L'Église catholique a appelé également les hommes politiques ainsi que la population en général à voter conformément à leurs valeurs chrétiennes et catholiques [11].

Aujourd'hui des sujets « sensibles » comme le *mariage gay* divisent ouvertement la société mexicaine; l'Église et le PAN se sont prononcés contre, d'autre part le PRD s'y déclare favorable. À partir de la réforme de 1992 et des sujets « sensibles », on peut observer que le débat entre l'État et l'Église est toujours d'actualité ; or, le très net clivage historique qu'il laisse percevoir remonte au XIX^e, et plus exactement à l'Indépendance.

Le clivage centre – périphérie vers le nationalisme mexicain

Un second clivage encore visible aujourd'hui est celui du nationalisme (centre – périphérie), dont l'origine remonte à la Guerre d'indépendance de 1810-1821. Deux groupes d'opposants se formèrent pendant et après ce conflit : les créoles contre les péninsulaires. Ce clivage se modifia lors de la guerre contre les États-Unis (1846-1848) et s'installa définitivement au moment de l'intervention française (1861-1867). Le clivage s'est modifié parce qu'il évolua vers un schéma Mexicains contre Interventionnistes. Lors de ces trois guerres, le clivage nationaliste marqua fortement les groupes antagoniques en présence et des acteurs tels que l'Église exercèrent un rôle primordial. Suite à la Révolution mexicaine, le groupe révolutionnaire, rassemblé dans un premier temps sous l'égide du Parti National Révolutionnaire (PNR), du Parti de la Révolution Mexicaine (PRM) puis PRI, fit du nationalisme un dogme à suivre, son étendard de combat.

Dans les années 1990, avec l'approbation de la mise en marche du traité de l'ALCA, la division a ressurgi et avec elle, le clivage. De nos jours, le sujet se focalise autour de deux facteurs : la viabilité des investissements étrangers dans des ressources naturelles et la participation des étrangers en politique. Pendant les campagnes électorales de 2006, ce clivage a été assez visible dans les discours des candidats du PAN et du PRD. En avril 2008, une tentative d'amendement constitutionnel relative à l'exploitation des ressources naturelles, et plus particulièrement du pétrole, a également confronté les politiciens et la société à propos du rôle que l'État est censé jouer dans l'économie du pays. Cette tentative de réforme nous a donné l'occasion de visualiser nettement où se situait le vrai débat par rapport à ce sujet ; elle nous a permis de constater que le conflit entre libre marché et État modérateur, nous rapproche du clivage « centre-périphérie » du fait de sa transformation en clivage dit « nationaliste ». Si l'existence du clivage centre-périphérie est ici indéniable, ce dernier ne constituera pas pour nous un centre d'intérêt. Nous focaliserons notre étude sur le clivage Église-État car c'est lui qui nous permettra de valider ou d'invalider la notion de clivage pour le cas mexicain.

Une hypothèse à présenter

On part de l'hypothèse selon laquelle depuis l'Indépendance du Mexique (1821), deux groupes politiques se disputaient le contrôle du pays. Ces deux groupes cherchaient à créer, selon leur logique respective, une nouvelle nation. Deux groupes avec des projets différents et opposés : des projets différents par rapport au modèle économique, politique et de l'ordre social à bâtir et opposés quant à la façon d'administrer le pays. Nous nous concentrons sur une problématique particulière : le conflit entre un État laïc (qui fut durant 150 ans, d'abord, libéral puis positiviste ; ensuite révolutionnaire et finalement néolibéral) et une Église catholique (universelle et mexicaine à la fois).

On peut suggérer que depuis l'Indépendance du Mexique, l'un de ces groupes cherchait à bâtir un pays catholique comme cela se produit dans plusieurs pays d'Amérique du Sud (le Chili, le Brésil, la Colombie, etc.). Ce groupe voulait profiter de l'enracinement du catholicisme dans la population mexicaine pour faire du pays un État doté d'une religion officielle : la catholique. Cela s'explique lorsqu'on observe qu'un secteur des élites politique et économique utilisa la religion comme fondement identitaire pour faire du Mexique un pays indépendant de la Couronne espagnole. Il convient toutefois de ne pas négliger non plus l'importance du Patronat hérité de l'époque coloniale. Le droit de Patronat offrait un contrôle total (administratif et politique) aux rois

(gouvernants) sur l'institution ecclésiastique. On reviendra plus loin sur cet aspect. Ce projet rencontra immédiatement une opposition interne dans le projet d'un État laïc, libéral, moderne, nettement influencé par la pensée éclairée du XVIII^e siècle et du début du XIX^e. Il prétendait bâtir un État libéral fort susceptible de déplacer l'Église catholique des fonctions de formateur et d'administrateur de la nation. Bien entendu, ce groupe plaçait le droit du Patronat au centre de ses préoccupations.

Les deux groupes s'affrontèrent ouvertement durant presque tout le XIX^e siècle, et ce jusqu'au début du XX^e. Avec l'arrivée de l'État Révolutionnaire, le triomphe des libéraux semblait définitif. Mais les partisans du projet catholique n'ont jamais disparu : bien au contraire, ils ont réussi à ancrer leurs mœurs et leurs habitudes parmi la population mexicaine. Le système de Parti hégémonique rendit d'ailleurs presque impossible l'observation de la persistance de la confrontation entre ces deux groupes. Elle redevint visible avec l'avènement de la démocratie dans le pays. Dès lors, les partisans du projet catholique cessèrent de se maintenir à l'écart. « *Dans les partis politiques et au dehors, les partisans d'une nation mexicaine catholique ont ressurgi* » [12]. Ce qui montre que le conflit caché est aujourd'hui devenu clivage. De même, on peut dire qu'après 150 ans d'État laïc et en dépit d'une telle longévité, l'affrontement entre Église catholique et État laïc n'a pas été résolu.

Aujourd'hui les partisans de l'un ou l'autre projet se sont institutionnalisés dans la vie politique du pays, ce qui renvoie à notre hypothèse principale, selon laquelle les Partis politiques mexicains (PAN et PRD) continuent de reproduire cette confrontation historique dans leurs programmes et projets de loi. Au fil du temps, cette confrontation est devenue un clivage d'ordre politique. Ce clivage est visible dans le traitement de sujets dits « sensibles ». Notre constat – et notre proposition – est que la confrontation entre l'État laïc et l'Église catholique a retrouvé là les modalités de sa manifestation dans l'arène publique.

Le resurgissement des clivages historiques

Il a déjà été dit que la conceptualisation de la théorie des clivages faite en Europe ne pouvait pas être systématiquement appliquée au cas mexicain, qui présente des réalités distinctes et dont les acteurs se meuvent dans des scénarios complètement différents. Cependant, le système politique mexicain lui-même a alimenté durant longtemps l'idée de deux champs opposés dans l'arène politique avec différents qualificatifs tels que conservateurs vs libéraux, rétrogrades vs révolutionnaires, et au cours des dernières années droite vs gauche [13]. Avec l'arrivée de la vraie compétition électorale à partir des années 1980 au Mexique, on a perçu que ce discours valorisant de l'existence de deux champs opposés dans le pays est devenu perceptible, et s'est avéré une réalité frappante. À partir de cette décennie, les accords existants à l'intérieur du PRI et entre le PRI et la société, ont été rompus et ont laissé apparaître nettement les groupes opposés que le système de Parti unique avait occultés durant toute la période antérieure.

Depuis le gouvernement de Lázaro Cárdenas del Río (1934-1940) jusqu'au gouvernement de José López Portillo (1976-1982), la conception d'un État social interventionniste dans l'économie était intervenue comme un dogme à suivre. Avec l'arrivée des gouvernements appelés néolibéraux, le nationalisme révolutionnaire est arrivé à son terme, ce qui a signifié une rupture implicite au sein du groupe au pouvoir. A partir de l'élection de 1988, deux options de gouvernement et plus précisément deux projets de nation se sont confrontés : d'un côté le projet néolibéral technocratique du PRI (soutenu par le PAN) [14] ; et de l'autre, un projet nationaliste qui reprenait les revendications historiques de la Révolution mexicaine avec, à sa tête Cuauhtémoc Cárdenas et le Front Démocratique National (FDN), antécédent immédiat du PRD.

Les élections présidentielles de 1988, 1994, 2000 et 2006 ont ainsi confirmé l'existence des clivages au Mexique, de même que celle d'un affrontement ouvert d'au moins deux secteurs politiques pour la prise du pouvoir. Ces mêmes élections ont divisé et polarisé la société mexicaine, en confirmant l'existence de clivages historiques fortement enracinés, de franges historiques existantes, de débats oubliés et non résolus, et de valeurs nettement opposées [15]. Le grand débat relatif à ces élections a été avant tout idéologique et a porté sur des sujets tels qu'un État protecteur

de l'économie ou la libéralisation des marchés. Un autre débat a porté sur l'acceptation ou non de l'intervention de l'Église dans les affaires de l'État ; ces deux dernières revendications, relatives à la libéralisation de l'économie et à la reconnaissance de l'Église comme acteur politique, ont été historiquement incarnées par le PAN. Deux clivages historiques ont donc resurgi au Mexique ; on s'intéresse ici uniquement au clivage État vs Église.

Évolution du Clivage État vs Église

Durant les premières années du Mexique indépendant, le Patronat, hérité de la Couronne espagnole, constitua un problème majeur. Le droit de Patronat, par lequel le Saint-Siège avait transféré aux rois le droit d'administrer et de contrôler l'Église catholique en Amérique dans le but de promouvoir et de développer l'évangélisation du Nouveau Monde, renvoyait à la politique initiée par les Habsbourg au cours du processus de conquête et de colonisation de l'Amérique hispanique. Il se traduisit par un monopole religieux catholique dans toute l'Amérique hispanique. Lors de l'avènement des Bourbons à la Couronne espagnole (1700) une série de réformes fut instaurée dont l'objectif était de diminuer le pouvoir matériel et idéologique de l'Église. Les « réformes des Bourbons » constituèrent le point de départ du conflit entre l'État et l'Église dans le monde hispanique et au sein de nombreuses nations américaines à l'avenir. Au cours du processus indépendantiste, aucune des nouvelles nations de l'Amérique hispanique ne remit en question le rôle de l'Église catholique pour la construction de nouveaux régimes. L'Indépendance fut pour le Saint-Siège l'occasion de recouvrer une autonomie politique et administrative que le Patronat lui avait arraché. En réalité, l'Église prétendait vivre une relation d'égal à égal avec l'État tout en conservant ses anciens privilèges. Les indépendantistes, quant à eux, souhaitaient préserver, au sein des nouvelles nations, l'ancien modèle du Patronat, en raison de l'ancrage très puissant de l'Église catholique et de leur intolérance vis-à-vis des autres cultes.

« Pour les premiers indépendantistes d'Amérique latine, l'union entre l'Église et la patrie était une évidence. Plus encore pour les Mexicains, non seulement parce que certains « pères de la patrie » furent des prêtres, bien que libéraux, mais aussi parce que l'on considérait que la religion constituait l'ingrédient fondamental du ciment social et de l'identité de la nouvelle nation » [16]

Tout cela explique le fait que les premiers textes indépendantistes rédigés, la *Déclaration d'Indépendance* (1813), la *Proclamation* (1821) et même la *Constitution Fédérale* (1824) aient inclus la religion catholique comme culte d'État. Le nouvel État mexicain fit donc de la religion un élément primordial pour légitimer son indépendance du royaume d'Espagne. Cela n'empêcha pas la question du droit de Patronat de se transformer en problème délicat, affectant directement les relations entre le nouvel État mexicain et Rome. Aussi l'avènement du libéralisme au début du XIX^e siècle conduisit à l'instauration de la République mexicaine à partir de 1824. Cet événement revêtit une importance majeure en ce qu'il remplaça le sujet de la souveraineté au centre des débats. Au sein d'une république, le principe de souveraineté tire sa légitimité du peuple et non plus du Roi ou de Dieu. Les prérogatives de l'Église en matière de légitimation du pouvoir public s'en trouvèrent amoindries.

Au sein de la logique de guerre interne que vivait le Mexique à cette période, l'Église catholique décida de s'attacher au Parti conservateur. Le conflit entre l'État mexicain et l'Église catholique devint donc très visible à partir de 1833, lorsque le Vice-président Gómez Farías tenta de mettre en œuvre un programme libéral. Celui-ci s'attaqua à toutes les lois qui octroyaient à l'Église le droit de conclure des marchés civils. Dès lors, un affrontement ouvert débuta entre partisans d'un État libéral (laïc) et partisans de l'Église catholique, un affrontement qu'occultèrent en partie d'autres conflits relatifs au modèle de gouvernement à adopter (comme celui qui divisa les Centralistes et les Fédéralistes). Des guerres interminables se poursuivirent durant 30 ans entre Libéraux et Conservateurs. La Constitution de 1857 offrit une victoire temporaire aux Libéraux ; elle devint définitive après l'échec de l'intervention et de l'Empire, respectivement conduits par Napoléon III et Maximilien de Habsbourg avec le soutien du secteur conservateur et l'Église catholique. Les lois dites de Réforme (1859-1863) scellèrent le triomphe définitif du secteur libéral. Avec La Réforme, l'Église catholique perdait une grande partie de ses privilèges. Le président Benito Juárez (1858-1872) prit conscience que la question du Patronat ne serait jamais résolue et

qu'une séparation de l'Église et de l'État était impérative. La Constitution libérale de 1857 ainsi que les lois de La Réforme marquèrent définitivement la séparation entre l'Église et l'État au Mexique, et le début d'une ère anticléricale. La création d'un État laïc constitua, par conséquent, un événement majeur ; dès lors, l'État ne ferait plus reposer sa légitimation sur les institutions ecclésiastiques. Il faut également attester qu'à la différence de la tradition française ou américaine, où la séparation Église / État fut pensée pour garantir la diversité et la liberté de culte et ainsi renforcer la citoyenneté, dans le cas mexicain, Juárez et les Libéraux de La Réforme prirent conscience que la garantie de la diversité religieuse -qui par ailleurs n'existait pas au Mexique à l'époque- ne pourrait intervenir qu'après que le pouvoir politique, économique et social eut été retiré à l'Église catholique. Cette exigence expliqua la décision d'une séparation radicale entre les affaires civiles (État) et les affaires ecclésiastiques (Église).

L'acceptation et le développement d'un « accord de convivialité » avec la hiérarchie catholique n'empêcha pas les gouvernements de Porfirio Díaz (1876-1910) d'approfondir et de renforcer l'État laïc et libéral ; ainsi, ces gouvernements n'établirent jamais de relations diplomatiques formelles avec Rome. Le succès de la séparation Église/État au Mexique fut tel qu'en 1881, Léon Gambetta et Jules Ferry sollicitèrent des renseignements sur les lois de La Réforme. En 1905, dans le *Rapport Briand*, Aristide Briand argumentait :

« Le Mexique possède ainsi la législation laïque la plus complète et la plus harmonieuse qui ait jamais été mise en vigueur jusqu'à ce jour. Il s'est délivré depuis trente ans de la question cléricale et a pu se vouer entièrement à son développement économique : il connaît réellement la paix religieuse. L'Église catholique ne paraît pas avoir souffert, d'ailleurs, du régime légal assez strict mais non oppressif sous lequel elle vit... Le gouvernement du président Porfirio Díaz n'a cessé d'appliquer, sans hostilité à l'égard de l'Église mais avec fermeté, la législation de 1874 ; et, s'il faut en croire une correspondance récemment adressée de Rome au Journal des Débats, il a toujours opposé une fin de non-recevoir aux démarches officielles faites assez fréquemment par le Saint-Siège en vue de la conclusion d'un nouveau concordat » [17].

La révolution (1910-1917) bouleversera l'ensemble de ce contexte. Au cours de la période révolutionnaire, l'Église catholique se distingua par ses tentatives de soutien vis-à-vis de l'un des secteurs les plus conservateurs. Le putsch de Victoriano Huerta du 22 février 1913 contre Madero bénéficia ainsi de l'appui du Parti Catholique, une initiative suivie de conséquences majeures pour l'Église catholique. Les forces dites « constitutionnalistes » de la Révolution dénoncèrent « l'intromission du clergé dans les affaires séculaires » [18]. La révolution signifia ainsi le triomphe des Libéraux les plus anticléricaux. Dans la Constitution de 1917, l'Église catholique perdit officiellement tous les privilèges qu'elle conservait encore [19]. D'après des auteurs tels qu'Ivan Franco (2003) et Jean Meyer (1974), le texte constitutionnel apporta la preuve du radicalisme anticléricale du groupe triomphant de la révolution. Dans les faits, cela se traduisit par la non reconnaissance juridique des églises dans la Constitution. S'y ajoutèrent l'interdiction de posséder des biens, le culte doit être dans des lieux fermés et la prohibition de toute forme de Partis politiques religieux ; enfin la Constitution proscrivit formellement au Clergé toute ingérence ou participation dans la vie politique ou dans les affaires civiles, telle que l'éducation.

« La relation entre l'Église et l'État n'est pas bien définie dans le texte constitutionnel, quoique le message soit clair. En raison de son expérience historique, l'État mexicain monopolise l'appareil (éducatif) reproducteur d'une idéologie. A cette fin, les élites politiques mexicaines ont toujours limité les activités séculaires de l'Église catholique » [20].

Durant presque tout le XX^e siècle, le système de Parti hégémonique au Mexique n'a pas laissé apparaître les clivages politiques et sociaux de la société mexicaine. Le groupe triomphant de la Révolution mexicaine avait réussi à s'accorder au sein d'un système à travers un Parti politique – l'actuel PRI – le rôle de catalyseur de tous les groupes sociaux afin de satisfaire leurs demandes. D'après Martínez [21] le PRI imposa le clivage révolutionnaire comme référence basique de structuration dans le but de cacher d'autres lignes de différenciation, d'autres conflits : autrement dit, des clivages. Une fois la révolution institutionnalisée par le biais du PRI, ce Parti

conclut un accord avec l'Église dans le but d'enterrer le clivage historique constitué par la confrontation Église-État. Ce clivage historique, bien que toujours existant, s'éteignit, ce qui explique pourquoi les hommes politiques se sont presque toujours reconnus catholiques à condition de souligner que la religion relevait de la vie privée et de nier à l'Église le droit de s'immiscer dans les affaires politiques ou civiles. De son côté, l'Église évitait toute confrontation ouverte. « *La position de l'Église catholique, pour qui la préservation de l'accord avec les autorités politiques était primordiale, fut de ne pas soutenir les partis opposants (au PRI)* » [22]. Ce contexte explique de lui-même pourquoi, pendant toute la période de la domination du PRI, les chercheurs et les analystes ne se sont pas intéressés à la théorie des clivages. Avec un système de Parti hégémonique comme le système mexicain, il était facile de penser qu'un tel modèle ne pouvait pas s'appliquer. Le système ne permettait pas d'observer les clivages existants. Cette période est connue comme le *modus vivendi* [23].

La nouvelle relation État –Église au Mexique

Au cours des vingt dernières années du XX^e siècle, le Mexique entra dans une période difficile, au cours de laquelle les problèmes politiques, économiques et sociaux instaurèrent les conditions idéales pour que l'Église catholique retrouve un rôle majeur. Celle-ci recouvra lentement un rôle de légitimation à l'égard de l'État, en raison du changement de règles survenu dans le jeu démocratique et par rapport au nouveau modèle économique à suivre. Pour légitimer le nouvel État qui commençait à se dessiner, l'Église catholique demanda que soient modifiées les relations entre l'État et l'Église catholique ; elle appelait à un changement profond (à savoir la redéfinition de ses activités).

Si le thème du clivage Église-État resurgit avec force et apparaît très nettement au sein de la société mexicaine, l'explication est toute autre. Il faut mentionner ici l'intervention de l'amendement constitutionnel de 1992 par lequel le gouvernement de Salinas de Gortari (1988-1994) renoua des relations officielles avec le Vatican et dota les Églises d'une personnalité juridique. Cette réforme obéit à plusieurs facteurs : à l'issue des élections de 1988, le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari avait un besoin urgent de légitimité et l'Église catholique intervint comme un moyen efficace de contrôler le malaise social ; le programme-même du président Salinas envisageait une modernisation des relations Église-État au Mexique – dont le modèle remontait au XIX^e siècle – aussi la reprise des relations avec le Vatican constitua-t-elle une des priorités du gouvernement Salinas [24] ; la montée en puissance du PAN dans le nord du pays depuis le début des années 1980. L'attitude de ce Parti, allié historique de l'Église catholique, expliqua également son acceptation du projet du président Salinas ; l'Église elle-même était en train de redéfinir son rôle dans le monde à cause de la chute du mur de Berlin et du nouvel ordre mondial.

L'État a ainsi laissé la porte ouverte à la participation des Églises dans la vie politique, non pas en tant que force politique mais en tant que force juridique. À partir des années 1990, l'Église catholique a tiré profit de cette réforme pour se mêler des affaires de l'État par le biais d'une campagne publicitaire agressive visant à promouvoir ouvertement ses valeurs dans la société, et ce jusqu'au sein de la classe politique, tout d'abord en revendiquant son droit de parole, mais surtout en appelant les Catholiques, les hommes politiques et la population en général, à voter et à agir par rapport à leurs croyances et à leurs consciences. Certaines personnalités politiques du PAN ont appuyé et même promu ces valeurs de l'Église catholique. « *Plusieurs analystes allèguent que le PAN a toujours été fortement influencé par l'Église catholique et, plus spécifiquement, par les ecclésiastiques papaux* » [25]. Ce phénomène s'illustre, par exemple, dans l'opposition conjointe qu'exercent l'Église catholique et le PAN à l'approbation des lois traitant de sujets dits « sensibles ». A ce propos, « *Diverses études ont établi comment, à l'origine du PAN, l'un des facteurs qui l'a doté de singularité, bien que ce ne soit pas le seul, ni le plus déterminant, a été sa revendication de l'importance des valeurs religieuses.* » [26].

La renaissance du clivage

Du gouvernement de Manuel Ávila Camacho (1940-1946) au gouvernement d'Ernesto Zedillo Ponce de León (1994-2000), tous les présidents issus du système priiste ont déclaré leur foi catholique tout en restant attachés aux principes libéraux de la Constitution de 1857, c'est-à-dire à la

séparation entre Église et l'État. L'avènement d'un gouvernement d'opposition en 2000 – celui de Vicente Fox Quesada (2000-2006) – parut encore modifier l'accord entre l'Église et l'État. L'amendement constitutionnel de 1992 du gouvernement Salinas avait déjà permis à l'Église de progresser dans le domaine politique.

D'après plusieurs chercheurs spécialistes de la problématique religieuse au Mexique, l'Église catholique est devenue au cours du temps l'un des principaux supports idéologiques et sociaux du régime de Parti hégémonique qui s'est maintenu durant environ 70 ans. Mais à partir de 1992, l'Église catholique a fait virer son soutien vers les forces conservatrices du pays, principalement le PAN, héritier en partie de l'ancien Parti catholique. Ce phénomène ne doit pas être sous-estimé dans notre analyse. La relation actuelle entre le haut clergé catholique et les dirigeants du PAN est un élément à souligner pour comprendre la réapparition du clivage Église-État dans le cadre des conflits engendrés par les sujets dits « sensibles ». Or, ce conflit est très profond et renvoie à un combat destiné à reproduire une idéologie dans le Mexique contemporain.

Les amendements constitutionnels survenus pendant le gouvernement Salinas ont placé à nouveau le conflit entre État et l'Église catholique au centre du débat national. D'après notre hypothèse, les deux projets de nation évoqués dans les pages précédentes ont trouvé dans les réformes de 1992 les modalités d'une nouvelle confrontation. En effet, l'Église catholique a opéré sa tentative de modification des relations entre les deux institutions, en exploitant la faiblesse de son opposant historique. Quoiqu'il en soit, on peut remarquer que, dans le cas mexicain, le conflit entre l'État et l'Église catholique, n'a pas été résolu et qu'il est redevenu un clivage visible à l'aune de circonstances propices à sa réapparition. Comme dans n'importe quelle société, le contrôle sociétal s'exerce sur le terrain des mœurs et des coutumes de la société et de l'idéologie que la société accepte et reproduit.

Les sujets « sensibles » émergent de cet espace public et révèlent une appartenance à un champ politique et social ou à un autre, ici représentés par les Partis politiques. Notre analyse s'inspire ici de l'approche de Daniel-Louis Seiler, pour qui les Partis politiques se définissent aussi comme des agents de conflit et d'intégration. Cette définition correspond très clairement au cas mexicain. Une division est toujours conditionnée par l'existence préalable d'un conflit et les deux champs sont susceptibles de se retrouver l'un en présence de l'autre dans un enjeu qui, précisément, les confronte.

Les amendements opportuns. Église et Néolibéralisme au Mexique

Les amendements constitutionnels de 1992 obéissent à une situation très particulière due, d'un côté, à l'absence de légitimation du gouvernement Salinas et à la crise politique qu'elle déclencha et, de l'autre, à l'instauration d'un projet néolibéral tendant à faire disparaître la confrontation entre l'État mexicain et l'Église catholique. D'après Blancarte trois facteurs primordiaux présidèrent à la mise en œuvre des amendements constitutionnels de 1992: le nouvel ordre mondial engendré par la chute du communisme ; la modernisation politique envisagée par Salinas ; et l'existence d'une stratégie à long terme de l'épiscopat mexicain pour se repositionner dans l'arène politique. On observe que le gouvernement cherchait à éviter l'isolement à l'intérieur et à l'extérieur du pays. De même, le contexte international encouragea le gouvernement Salinas à abandonner le radicalisme anticlérical que les gouvernements révolutionnaires avaient adopté depuis les années 1920. Le projet de nation du gouvernement Salinas s'assimilait à celui d'un État néolibéral prétendant moderniser le Mexique, tant matériellement qu'idéologiquement. Dans cette perspective le radicalisme anticlérical ne fonctionnait plus. On peut donc avancer ici que l'abandon, par l'État mexicain, du radicalisme anticlérical historique a correspondu à un approfondissement de sa conception libérale (liberté de marché, liberté de culte, liberté de choix) et que l'Église catholique a accepté les réformes pour des raisons pragmatiques, bien qu'elle ait exprimé certaines réserves vis-à-vis du contenu des amendements constitutionnels.

Parmi les raisons de l'acceptation de ces derniers par l'Église catholique, on peut évoquer la liberté de parole accordée aux religieux, ainsi que la reconnaissance juridique dont ils ont bénéficié

pour intervenir dans l'arène publique sociale, ce qui revenait à la capacité de promouvoir et de propager son idéologie sans risquer d'être censurée ou rappelée à l'ordre comme par le passé. En outre, un aspect particulièrement original de l'État néolibéral tel qu'il a été instauré s'est manifesté dans le souci du gouvernement de conserver certains traits du libéralisme du XIX^e siècle. L'État néolibéral a certes impliqué la libéralisation des marchés internationaux, mais dans le cas mexicain, le gouvernement Salinas a veillé à l'application de la conception selon laquelle le rôle de l'État consiste aussi à équilibrer et à garantir l'égalité des acteurs politiques, sociaux et culturels dans la société mexicaine. Cet aspect explique que pour l'Église catholique les réformes soient ambiguës et pas nettes.

« Certaines personnes pensaient que les conflits entre le Gouvernement mexicain et l'Église catholique cesseraient après l'instauration de la nouvelle législation. On peut l'ignorer ou l'oublier, mais la tension permanente existant entre les libéraux et les catholiques est liée à la présence de différences irréconciliables au sein de leurs programmes sociaux. L'Église catholique continue de nier l'autorité du gouvernement à réglementer la religion et refuse par conséquent d'accepter l'ingérence de l'État dans ses affaires intérieures. De même, la hiérarchie de l'Église (catholique) refuse d'admettre les restrictions imposées à l'Église dans le domaine de l'éducation et des médias, ainsi que l'implication de l'Église dans les autres questions sociales et politiques. Tout semble indiquer que la tendance historique de l'affrontement entre libéraux et catholiques n'a pas changé, du moins en ce qui concerne le Mexique. » [27].

Comme on l'a vu précédemment ces circonstances ont rappelé le conflit relatif au droit de Patronat, même si la logique était désormais différente : si on pouvait expliquer le mécontentement d'une Église catholique qui continuait de solliciter une nouvelle révision de la législation, un tel scénario ne pouvait qu'augurer une poursuite du conflit et partant, sa transformation en clivage.

Conclusion : Le clivage État vs Église toujours d'actualité pour le cas mexicain

Avec l'arrivée en 2000 des gouvernements issus du PAN, l'Église catholique a trouvé l'allié qu'elle avait toujours cherché pour mettre en œuvre son projet de nation catholique sans obstacle majeur, du moins sur le terrain des valeurs et de la morale publique. Pour autant, après presque 100 ans de radicalisme anticlérical, et plus de 150 ans de régime de séparation de l'Église et de l'État, le principe de laïcité s'est fortement enraciné dans un secteur de la population. Les Partis politiques rendent compte de cette réalité. Leurs programmes et leurs projets de loi rendent visible ce combat historique entre État libéral et Église catholique.

Au sein des gouvernements de Vicente Fox (2000-2006) et de Felipe Calderón (2006-2012), plusieurs ministres, gouverneurs, députés et sénateurs d'extraction paniste ont tiré profit de leurs fonctions publiques pour promouvoir les valeurs de l'Église catholique. A ce propos, un intellectuel comme Carlos Monsivais a observé :

« Il y a 10 ans l'État laïc était un terme en désuétude. Il n'était pas nécessaire de le mentionner pour se représenter la réalité historique qu'il incarnait. Lorsque la droite est arrivée au pouvoir en 2000, on a recommencé à entendre l'expression « État laïc », par la force des choses. Fox a ainsi négligemment déclaré un jour : L'État laïc, et avec quoi cela se mange-t-il?... Tant les pontes catholiques que les fonctionnaires du gouvernement fédéral et les maires, les députés, les sénateurs et les gouverneurs du PAN insistent pour faire de la laïcité un terme « mauvais », l'assimilant à une antiquité antireligieuse, et à l'intrusion de l'État dans les droits des familles »[28].

Ces circonstances ont entraîné la radicalisation de la gauche ; elle a commencé à promouvoir et à décréter des lois en faveur de l'avortement ou du *mariage gay*. Le meilleur exemple en est la loi pour légaliser le mariage entre personnes du même sexe dit *mariage gay*, décrétée par le gouvernement perredista de la ville de Mexico, le 24 novembre 2009 et adoptée le 4 mars 2010 dans le Code Civil de la ville. Au sein de la société mexicaine, cette loi a provoqué une confrontation ouverte entre partisans et détracteurs ; l'Église et le PAN, quant à eux, se sont prononcés contre. Ces deux exemples montrent que le conflit entre l'État et l'Église est toujours d'actualité. Le conflit s'est institutionnalisé et s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui, laissant apparaître un net clivage historique remontant à l'époque de l'indépendance, au XIX^e siècle.

References

[1] CAMP Roderic Ai, « The Cross in the Polling Booth : Religion, Politics, and the Laity in Mexico », *Latin American Research Review*, Vol 29, N° 3, 1994, pp. 69-100.

[2] SARTORI Giovanni, 2000, *Partidos y sistemas de partidos. Marco para un análisis*, Alianza, Madrid, 1976, pp. 282-288.

[3] LIPSET Seymour M. et ROKKAN Stein, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*. Bruxelles, Editions de l'ULB, Bruxelles, 2008, p. 33

[4] SEILER Daniel-Louis, « L'actualité de l'approche des partis en termes de clivages socio-politiques. » in GREFFET A.F, et OLIVIER L. (dir.) *Les partis politiques : Quelles perspectives ?* L'Harmattan, Paris, 2001, p. 60.

[5] Au moment de l'Indépendance, les débats s'articulèrent autour d'une question majeure : le Mexique devait-il acquérir une indépendance totale ou devenir indépendant en restant fidèle à la Couronne espagnole ?

[6] En réalité, durant cette première période, la religion, en tant que puissance parallèle à la Couronne, demeura intouchable.

[7] Les mots gauche et droite, et leur usage politique sont nés à partir de la Révolution française. Ils correspondent toutefois à une situation historique bien déterminée. Les mots droite et gauche ne sont pas des substantifs, ils ne sont pas non plus ontologiques. Ainsi, lorsque l'on parle de droite ou de gauche, le mot n'a pas de contenu fixe et invariable dans le temps. On peut dire que définir l'axe droite-gauche revient plutôt dresser une topologie politique dans un domaine où il existe un espace de confrontation pour le pouvoir. Depuis quelques années, et surtout dans le cas des nouvelles démocraties ou démocraties émergentes – et le cas du Mexique s'inscrit dans ce contexte – on assiste à l'utilisation de la dyade droite-gauche. Dans le cas des nouvelles démocraties, cette dyade permet au moins de diviser l'arène politique, jusque-là inexistante. Juan Linz a observé dans le cas espagnol, le fait que les concepts de droite et de gauche donnent aux observateurs mais aussi aux observés, c'est-à-dire aux acteurs, des « étiquettes » pour s'auto-situer. Ces « étiquettes » ont permis aux acteurs de s'approcher ou de s'éloigner les uns des autres dans leur rapports à différents sujets ; elles ont aussi permis aux électeurs d'observer comment l'arène politique se meut au moment d'exprimer son droit au vote. Pour la présente étude nous n'utiliserons pas la notion de « dyade » sans la remettre en question, même si nous reconnaissons sa pertinence en tant qu'outil pour expliquer aujourd'hui un clivage tel que celui opposant l'Église et l'État dans la société mexicaine. Cf. BOBBIO Norberto, *Droite et Gauche. Essai sur une distinction politique*, Paris, Seuil – Essais, 1996, pp. 159. Et KNECHT Almuneda, PEACH Martha, et FERNANDEZ Paz, « El archivo hemerográfico del profesor Juan Linz en la transición española de la prensa. » *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*. N° 114, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 2006, pp. 37-69.

[8] WARE, Allan, *Political Parties and Party Systems*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p.292.

[9] GARRIDO Luis Javier, 1968, *El partido de la Revolución Institucionalizada. La formación del nuevo Estado en México (1928-1945)*, SEP-Siglo XXI, México, 1968, pp.20-21.

[10] MARTINEZ Antonia, « Diputados, clivajes (cleavages) y polarización en México », *Perfiles Latinoamericanos* 11, Diciembre, México, 1997, p. 62.

[11] RATZINGER Joseph, *Note doctrinale concernant certaines questions sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique*. Le 24 novembre 2002. Et *Considérations à propos des projets de reconnaissance juridique des unions entre personnes homosexuelles*. Le 3 juin 2003. Consulté le 17 avril 2011. http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_20021124_politica_fr.html

http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_20030731_homosexual-unions_fr.html

[12] FRANCO Iván, 2003, *Religión y Política en la transición mexicana. El caso de Yucatán*, Cámara de Diputados, LVIII Legislatura, México, 2003, p. 26.

[13] Le système de Parti hégémonique au Mexique a toujours stimulé un discours opposant droite et gauche. Sur ce point, nous avons exposé notre position précédemment.

[14] Il convient de rappeler que si le PAN, avec à sa tête son candidat Maquío Clouthier, affronta ouvertement le régime du PRI, c'est aussi un accord entre le PRI et le PAN qui permit à Carlos Salinas de Gortari, candidat du PRI, d'être investi à la présidence de la République et de mettre en œuvre son programme de libéralisation de l'économie. Cf. CADENA ROA Jorge, « State Pacts, Elites, and Social Movements in Mexico's Transition to Democracy. » in A. GOLDSTONE Jack (éd); *States, Parties, and Social Movements*. Cambridge University Press, 2003, pp. 107-144.

[15] Il faut souligner que ces clivages ne sont pas identiques aux clivages originaux mais qu'ils se sont développés et transformés sans perdre pour autant leur caractère originel.

[16] BLANCARTE Roberto, 2009, « Laïcité au Mexique et en Amérique Latine. Comparaisons », *Archives de sciences sociales des religions*, N°146, avril-juin, p. 23.

[17] BRIAND Aristide, 1905, *Rapport fait le 4 mars 1905 au nom de la Commission relative à la séparation des Églises et de l'État et de la dénonciation du Concordat chargé d'examiner le projet de lois et les diverses propositions de lois concernant la séparation des Églises et de l'État*. IV Législations étrangères, pp. 15. Sur <http://www.laicite-laligue.org> - 1905, la séparation. Consulté le 17 avril 2011.

[18] TURNER, Frederick C., « The Compatibility of Church and State in Mexico », *Journal of Inter-American Studies*, Vol. 9, n° 4, octobre, Miami, 1967, p. 596.

[19] Il convient de rappeler qu'en dépit de la perte de tout financement étatique à partir de 1917, l'Église a continué à opérer sans contraintes majeures grâce au développement d'une autonomie financière qui lui offrit un pouvoir économique et une certaine indépendance d'action et de parole.

[20] CAMP Roderic Ai, 1994, « The Cross in the Polling Booth : Religion, Politics, and the Laity in Mexico », *Latin American Research Review*, Vol 29, N° 3, pp. 72-73.

[21] MARTINEZ Antonia, « Diputados, clivajes (cleavages) y polarización en México », *Perfiles Latinoamericanos* 11, Diciembre, México, 1997, p. 44

[22] LOAEZA Soledad, *Clases medias y política en México*, México, El Colegio de México, México, 1988, p. 162.

[23] Trois moments peuvent être identifiés au sein de ce *modus vivendi* : le premier correspondant à la période 1937-1965, correspond aussi aux années dites du « développement stabilisateur » ou « miracle mexicain » ; le deuxième, qui débuta en 1965, à la fin du Concile du Vatican II, se poursuivit jusqu'à 1979 avec la visite de Jean Paul II au Mexique, cette période est connue comme la « complicité trompée » ; la troisième étape date des années 1980 se poursuivit jusqu'aux réformes constitutionnelles de 1992, lesquelles marquèrent la fin du *modus vivendis*. Nous désignerons cette période comme celle de « l'urgence de crédibilité ».

[24] METZ Allan, « Mexican Church-State Relations under President Carlos Salinas de Gortari. » *Journal of Church and State* 34, N° 1, Winter, Oxford, 1992, pp. 111-130.

[25] CAMP Roderic Ai, « The Cross in the Polling Booth : Religion, Politics, and the Laity in Mexico », *Latin American Research Review*, Vol 29, N° 3, 1994 p. 71.

[26] MARTINEZ Antonia, « Diputados, clivajes (cleavages) y polarización en México », *Perfiles Latinoamericanos* 11, Diciembre, México, 1997, p. 47

[27] BLANCARTE Roberto, « Recent Changes in Church-State Relations in Mexico: An Historical Approach. » *Journal of Church and State*; Winter 93, Vol. 35, N°4, p. 803

[28] MONSIVAIS Carlos, 2009, « Estado Laico », *El Universal*, 29 de marzo de 2009.

Bibliographie

BLANCARTE Roberto, *Historia de la Iglesia Catolica en México*, FCE, México, 1992, pp. 456.

BOBBIO Norberto, *Droite et Gauche. Essai sur une distinction politique*, Seuil – Essais, Paris, 1996, pp. 159.

CADENA ROA Jorge, « State Pacts, Elites, and Social Movements in Mexico's Transition to Democracy. » in A. GOLDSTONE Jack (éd); *States, Parties, and Social Movements*. Cambridge University Press, 2003, pp. 107-144.

KNECHT Almuneda, PEACH Martha, et FERNANDEZ Paz, « El archivo hemerográfico del profesor Juan Linz en la transición española de la prensa. » *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*. N° 114, Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid, 2006, pp. 37-65.

MEYER Jean, *La Cristiada*, Siglo XXI, México, 1974, pp. 360.

SEILER Daniel-Louis, 2001, « L'actualité de l'approche des partis en termes de clivages socio-politiques. » in GREFFET A.F, et OLIVIER L. (dir.) *Les partis politiques : Quelles perspectives ?* Paris, L'Harmattan, pp. 49-70.

